

Le grand débat national

Compte rendu débat public – 6 février 2019

Commune de Corps-Nuds(35)

Thème 1 : pouvoir d'achat et fiscalité

Comment augmenter pouvoir d'achat ?

1 : 80 Km/h, une décision imposée sans poser la question aux citoyens. Augmentation du nombre des amendes et ce dispositif touche les revenus modestes. A cela, il faut préciser que les gens modestes circulent avec une voiture ancienne génération car ils n'ont pas les moyens de s'en acheter une autre. **Proposition, retour à une limitation de vitesse à 90kmh.**

2 : consommation : on s'aperçoit que les produits ont augmenté en particulier ceux de 1^e nécessité. Il faudrait imposer au minima une tva à taux 0 pour les produits de 1^e nécessité ou 5%. Ex : le pain. **Proposition, baisse de la tva pour les produits de 1^{ère} nécessité avec un prix qui s'impose à tous les distributeurs.**

3 : constat : il est choquant de constater que la télévision, par le biais de ses jeux, distribue de l'argent à tour de bras. **Proposition, suppression ou baisse de la redevance TV.**

Livret A : **Proposition : indexer la rémunération du livret sur le coût de la vie afin d'augmenter le pouvoir d'achat des foyers modestes.**

4 : Hausse de la CSG sur les retraites. Ne comprends pas qu'on puisse culpabiliser, en particulier les retraités qui ont travaillé. Les retraites ne représentent pas le même montant que lorsqu'on travaille. **Proposition : revenir à une CSG avant hausse. CSG plus équitable**

5 : Montant du smic. Aujourd'hui, il est compliqué de vivre avec un smic. La valeur travail est en perte de vitesse. **Proposition : ouvrir une réflexion sur le salaire minimum et sur la valeur du travail.**

6 : Notion de travail qui disparaît dans la société. Pour maintenir la valeur du travail, **proposition de taxer les machines, les robots.**

7 : Salaire minimum : proposition, un **salaire minimum décent pour tout le monde (étudiants, retraités, travailleurs, chômeurs...)** qui remplacerait les aides afin de relancer la consommation et aider les citoyens les plus modestes.

8 : Défiscalisation des heures sup : c'est une erreur car pas tout le monde ne peut pas bénéficier d'heures supplémentaires. **Proposition, elles doivent être imposées comme l'ensemble des revenus.**

9 : Emploi et formation : sentiment que les stages proposés pour les personnes ne servent à rien et profitent aux entreprises. **Proposition, revoir l'organisation de pôle emploi.**

10 : La fiscalité doit être revue. Il serait normal que chacun contribue à la hauteur de ses moyens (1€ symbolique). Pas normal que certains ne payent rien. Aujourd'hui, la modulation des barèmes est défavorable aux classes moyennes et légèrement supérieures.

Propositions : Revoir les barèmes de l'impôt. Une imposition sur le revenu pour tous. Rétablissement de l'ISF et la suppression de certaines niches fiscales.

11 : ISF : expression d'un point de vue différent qui estime que le rétablir ferait fuir les capitaux.

12 : Dénationalisation : à l'exemple des autoroutes les dénationalisations rapportent beaucoup d'argent à des grands groupes. Il est dommage de se priver de cet argent. **Proposition : nationaliser les autoroutes et garder les aéroports publics.**

13 : ISF : réflexion à avoir sur la fiscalité au sens large. On s'aperçoit que les riches sont plus riches et inversement. Quelle mesure à prendre pour lutter contre cela ? Justice fiscale en lien avec les revenus des gens.

14 : Justice fiscale et prélèvement à la source. remettre à plat la fiscalité, la rendre plus transparente. Le prélèvement à la source rend l'impôt indolore et déresponsabilise les citoyens. Les dons aux œuvres caritatives sont en baisse. **Proposition, retour à l'ancien système.**

15 : Ecarts des salaires : la rémunération des actionnaires ne cessent d'augmenter alors que les salaires n'évoluent pas. Au niveau des grilles de salaires, les écarts sont trop importants. **Proposition, réduire les écarts entre les salaires, diminution et plafonnement de la contribution reversée aux actionnaires.**

16 : Actionnariat : **ne plus verser des dividendes à des actionnaires dont les entreprises ferment des établissements. Fiscaliser les fonds de pension et les capitaux étrangers.**

17 : Ecart de salaire dans entreprise. Tout individu doit être en mesure de vivre dignement de son travail. Il doit pouvoir se loger, se nourrir. **Proposition : instaurer un salaire minimum le permettant et réduire les plus hauts salaires et limiter les dividendes.**

18 : Logement et conditions de vie : Du fait du coût des loyers, il devient difficile de vivre dans les grandes villes. La population ayant un revenu modeste s'éloigne des grandes villes. Cependant, l'emploi se trouvant dans les grandes villes, à défaut d'avoir des transports collectifs performants, elle utilise la voiture et contribue à la dégradation des conditions de vie (pollution). **Propositions : baisse des prix des loyers et mieux répartir l'emploi sur le bassin de vie.**

Thème 2 : Organisation de l'état + services publics

Question sur les services publics de proximité ?

1 : Réforme du lycée : à partir de septembre, les Lycées seront spécialisés. Cette réforme va pénaliser les enfants du monde rural qui ne pourront pas bénéficier de certaines spécialisations. **Proposition ; favoriser le parcours scolaire et mettre en valeur les orientations vers des métiers manuels.**

2 : Hôpital : la situation de l'hôpital inquiète. L'offre de soins se dégrade malgré les avancées dans le domaine de la médecine. Il est cité en exemple le domaine de la psychiatrie de l'enfant. **Proposition : il est normal de payer des impôts pour le développement d'un service public de santé, dans ce cas, il faut donner les moyens aux hôpitaux et stopper les suppressions d'emplois.**

3 : Répartition de l'impôt : l'impôt devrait permettre le maintien des services de proximité, éducation, santé, justice, service postal... Il est cité la suppression de l'aide juridictionnelle qui n'est plus accessible pour tous.

4 : Services publics et internet : internet remplace certains services publics. Tout le monde n'a pas accès à internet. **Proposition : avoir un autre chemin que le numérique et remettre l'humain au centre du service.**

5 : Services publics et usagers : il est noté la difficulté pour certains usagers (population la plus fragile) d'effectuer certaines démarches en ligne.

6 : Services publics itinérants : cela semble irréalisable.

7 : Il est proposé de revenir à une solidarité communautaire. Tout le monde a le droit à la même qualité de service public. Le recours à une mutuelle coûte de plus en plus cher. **Proposition : simplifier les procédures administratives, maintenir les effectifs des services publics et revenir au fonctionnement passé.**

8 : Organisation de l'Etat : il est difficile de savoir qui fait quoi. **Proposition : clarifier les missions, les lois votées, diminuer le nombre de parlementaires et rémunérer que ceux qui sont présents.**

9 : Métropole : Il est noté que beaucoup de moyens sont attribués à la ville centre pour développer ses activités (transports, culture..) et peu aux communes limitrophes. Sentiment de reproduire en province le modèle parisien. **Proposition : redonner du sens aux communes et développer des moyens transversaux de déplacements.**

10 : SNCF réseaux qui est de plus en plus privatisé et ce qui augmente le cout des rénovations des installations ferroviaires. Valoriser les transports et leur accès.

Thème 3 : démocratie et citoyenneté (propositions)

1 : Diminution du nombre des parlementaires et tirage au sort, parmi les citoyens, d'une partie des représentants de la Nation.

2 : Remplacer le sénat par une assemblée réduite composée de citoyens issus de la population. Au sein de cette instance, mettre en avant le « bon sens populaire » pour statuer sur certaines lois.

3 : Réduire le nombre de députés et redonner du pouvoir aux maires et aux petites communes. Le député donne le sentiment d'être déconnecté de la population.

4 : Syndicats : ils représentent les citoyens et jouent un rôle important dans les entreprises et au sein de l'Etat. Cependant, ils sont peu représentatifs des concitoyens. **Proposition : rendre obligatoire l'adhésion à un syndicat afin de permettre l'émergence de nouveaux syndicats plus forts et plus représentatifs.**

5 : Démocratie participative :

Au niveau des communes, département, région : comment amener le citoyen à s'impliquer et à avoir sa place

6 : Consultation : au niveau de la commune, avoir recours au référendum sur des orientations budgétaires majeures.

7 : Mise en place du RIC : article 3 de la constitution. A la demande des citoyens, le RIC peut être abrogatoire, révocatoire ou législatif. C'est une solution pour redonner la parole au citoyen.

8 : Des avis différents sur la mise en place du RIC : la parole est donnée aux citoyens à l'occasion des élections. On peut faire dire ce que l'on veut à un référendum (ex brexit) ;

9 : Démocratie et participation des jeunes : sentiment d'avoir la chance d'être dans une démocratie. Redonner aux jeunes l'envie de retourner aux urnes.

10 : Rendre le vote obligatoire et reconnaître le vote blanc.

11 : Avis différent sur le vote obligatoire. Il s'agit d'un acte personnel et citoyen par contre il faut reconnaître et comptabiliser le vote blanc.

12 : Davantage de transparence au niveau des élus, de leur rémunération et des avantages accordés. Non cumul des mandats.

13 : renforcer l'éducation citoyenne auprès des jeunes

14 : Vote au sein des assemblées : obligation de présence physique de plus de 50% des parlementaires pour adopter une loi.

15 : Avis différent d'un participant qui explique que la population a une mauvaise compréhension du travail du député.

Thème 4 : transition écologique

1 : Sentiment qu'il s'agit davantage d'un « chambardement à faire » qu'une transition.

2 : De nombreuses initiatives sont en cours. Cependant, certaines mesures administratives ne facilitent pas la mise en œuvre de certains projets (éoliens, panneaux solaires..). **Proposition : réduire les délais d'instructions pour ces aménagements et rendre les opérations intéressantes financièrement.**

3 : Achat de voitures électriques : malgré la prime à la conversion, cet achat reste peu accessible. Son côté non polluant (batterie) est contesté.

Il est proposé de taxer le kérozène des avions et de trouver des solutions pour sauver les abeilles.

4 : Aménagement urbain : les lotissements mangent les terres agricoles. Il faut préserver l'environnement et réduire la consommation de terres agricoles.

5 : Voitures électriques : la Bretagne n'a pas assez d'électricité pour passer au « tout électrique ».

Nécessité de trouver une autre solution aux voitures électriques : hydrogène

Proposition : Revoir la réglementation sur l'implantation des éoliennes. Concentrer celles-ci sur des lieux peu habités.

6 : Pollution de l'air : liée aux déplacements. Améliorer l'accès aux transports publics (SNCF). Trop cher pour une famille pendant les vacances scolaires. **Proposition : faciliter le transport des marchandises par le rail ou voies navigables.**

Tri sélectif à mettre en place au sein des entreprises. Inciter les entreprises à être plus citoyennes.

7 : Déplacement : développer le vélo et les transports en commun.

8 : Achats citoyens : impact écologique des produits achetés sur internet. **Proposition : mieux communiquer sur l'origine du produit et afficher son impact écologique.**

9 : Aider les agriculteurs à adopter une agriculture plus raisonnée. **Proposition : définir une réglementation européenne cohérente y compris sur les pesticides.**

10 : Alimentation : produits fabriqués en France et transformés à l'étranger et qui reviennent en France sans taxes.

11 : Prendre des positions claires et rapides sur l'interdiction des pesticides.

12 : Alimentation : éducation des enfants. Proposer une nourriture locale et saine au sein des restaurants scolaires.

13 : Interdire les produits qui comportent des éléments endocriniens.

Autres thèmes :

Alimentation

1 : loi sur les agriculteurs : pourquoi augmentation des prix dans la grande distribution et rémunération décidé par la grande distribution. Incompréhension sur la loi

Logement

1 : Social : redonner aux offices HLM les moyens qui leurs ont été retirés pour permettre de construire des logements sociaux en agglomération

Faire en sorte de supprimer les niches fiscales instaurées sur l'immobilier. Augmenter le nombre de logements sociaux neufs et réhabiliter les logements anciens.

Tri sélectif

1 : cohérence dans le tri sélectif. Harmonisation des décisions en matière de tri sélectif sur l'ensemble du département. Transparence des coûts.

